

LE PROJET SOCIALISTE **(article paru dans Socialiste.Rhône, février 2006)**

Pierre-Alain Muet, *délégué national au projet.*

En ce début d'année 2006, la France va mal. Nos concitoyens doutent que demain sera meilleur qu'aujourd'hui, que le chômage peut baisser durablement ou même que la politique nationale peut réellement changer les choses. Depuis 3 ans et demi il n'y a eu quasiment aucune création d'emploi, les inégalités n'ont jamais été aussi profondes, la négociation sociale est en panne et la cohésion de notre pays a été mise à l'épreuve lors des émeutes des banlieues.

Notre pays a pourtant des atouts considérables, sa jeunesse, sa main d'œuvre, sa capacité à se mobiliser sur des grandes causes et à délivrer un message universel. Mais la France est mal dirigée et mal gouvernée. Redonner espoirs aux Français, redonner du sens à l'égalité et aux principes républicains, remettre notre économie sur le chemin du plein emploi, faire que l'école soit le creuset de l'égalité et de la réussite pour tous, telles sont les grandes ambitions de notre projet.

Ce projet du changement sera le fruit d'une construction collective, au sein de la Commission nationale du projet qui se réunit toutes les semaines, dans le cadre des Etats-Généraux du Projet où seront organisés de grands débats thématiques, enfin dans les fédérations et les sections. Ces débats thématiques se tiendront en mars à Bondy sur les banlieues et à Marseille sur l'éducation ; en avril à Lyon sur le développement durable, à Lille sur la décentralisation et à Rennes sur l'égalité entre les femmes et les hommes ; en mai à Toulouse sur l'emploi et le pouvoir d'achat, à Bordeaux sur la démocratie et à Strasbourg sur l'Europe et la politique étrangère.

Dans notre fédération du Rhône, des réunions thématiques – les jeudis du projet - se tiendront en amont de chacun de ces grands débats pour alimenter la réflexion nationale par les expériences locales. Ces réunions seront ouvertes non seulement aux militants, mais aussi à tous ceux, sympathisants, militants syndicaux et associatifs, membres de la société civile, qui portent comme nous la volonté de créer l'alternance dont la France a besoin.